

## Document

### Le film d'insultes anti-islam vise à provoquer la discorde entre chrétiens et musulmans

(Réseau Voltaire par Pierre Khalaf)

**17 septembre 2012**



### **La tendance générale**

### **Le film d'insultes anti-islam vise à provoquer la discorde entre chrétiens et musulmans**

Par Ghaleb Kandil

Le film-brûlot d'insultes contre l'islam a été le détonateur d'une série d'événements et de protestations contre les symboles de la présence états-unienne dans les pays dudit « *Printemps arabe* », où Washington se vantait d'avoir réussi à rasseoir son influence, à travers des mouvements islamistes populistes. Renfloués, ces forces ont constitué le nouveau cadre de l'hégémonie occidentale. Cela est clairement apparu en Égypte, en Tunisie, en Libye et au Yémen, qui sont aujourd'hui en ébullition après la diffusion sur Youtube d'une vidéo sur le film-scandale de l'Israélo-US « Sam Bacile ».

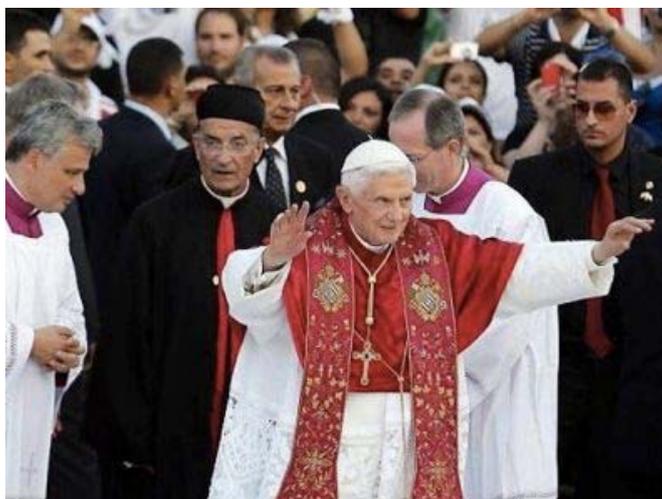
La Confrérie des Frères musulmans et ses ramifications utilisent cette affaire pour redorer son image auprès de l'opinion, à travers, uniquement, des condamnations verbales. Les Frères musulmans d'Égypte, qui avaient appelé à une manifestation, se sont rétractés. Le président Mohammad Morsi, qui vient des rangs de cette organisation, a voulu donner de lui l'image d'un dirigeant hostile aux politiques états-uniennes et à leur desiderata, alors qu'en réalité, ses prises de positions traduisent des engagements clairs donnés aux États-Unis. En Syrie, il appuie sans détour

la guerre livrée par l'Occident contre le dernier pays arabe encore indépendant politiquement ; à Gaza, il continue, activement, la politique de son prédécesseur en imposant un blocus à ce territoire palestinien. Il est même allé plus loin que Hosni Moubarak, en détruisant des dizaines de tunnels souterrains qui faisaient passer les produits de premières nécessité dans ce réduit encerclé. La Libye n'est pas en reste. Les nouvelles autorités ont fait un grand pas vers la normalisation des relations avec Israël, alors qu'elles s'appêtent à donner leur feu vert à l'installation de bases US, sous le prétexte de la guerre contre le terrorisme.

La situation au Yémen et en Tunisie n'est guère plus reluisante. La présence états-unienne multiforme dans ces pays n'a jamais été aussi importante.

Toutefois, dans ce tableau, il y a un facteur difficile à contrôler : l'opinion publique religieuse, qui reste réfractaire aux pressions US, et qui a laissé éclater sa colère contre les États-Unis et Israël. Le film signé « Sam Bacile » est clairement offensant pour le prophète Mahomet. Son principal objectif est de semer la discorde entre les chrétiens et les musulmans, surtout que des informations commencent à circuler sur la présence, parmi les producteurs et les financiers du long-métrage, de groupes coptes installés aux États-Unis. La volonté de provoquer des affrontements entre musulmans et chrétiens intervient après l'échec du plan visant à allumer une discorde entre les sunnites et les chiites, surtout que les développements en Syrie ne vont pas dans ce sens malgré tout ce qui est fait pour cela, de même qu'au Liban, où les feux de la *fitna* sont éteints à chaque fois que les fauteurs de troubles les allument.

La diffusion de ce film en ce timing vise aussi à faire échec à la visite du pape Benoit XVI au Liban, qui vise à promouvoir et à renforcer l'idée de la convivialité et du partenariat entre chrétiens et musulmans en Orient. Ce qui, évidemment, ne s'inscrit pas dans la logique des États religieux (juif et salafistes), pour lesquels plaident et militent Israël, les pétromonarchies du Golfe et leur mentor US.



## La tendance au Liban

### **Benoit XVI au Liban : rejet du fondamentalisme et appel à l'arrêt de l'envoi d'armes en Syrie**

Par Pierre Khalaf

Sans l'exprimer explicitement, le pape Benoît XVI a prononcé dans ses multiples discours au Liban un réquisitoire contre les politiques occidentales, du moins contre leurs résultats, dénonçant le fondamentalisme, et appelant à l'arrêt des livraisons d'armes en Syrie, contrairement aux souhaits des pétromonarchies du Golfe et de la Turquie qui arment les groupes rebelles. Le souverain pontife a lancé un vibrant appel à la modération, à la convivialité entre musulmans et chrétiens, à un moment où les politiques occidentales favorisent le développement de l'extrémisme musulmans, comme cela est apparu dans les pays dudit printemps arabe, en Syrie et au Liban. « Le fondamentalisme est toujours une falsification de la religion. La tâche de l'Église et des religions est de se purifier. Cette tâche doit rendre clair que chaque homme est une image de Dieu que nous devons respecter dans l'autre », a dit le pape aux journalistes qui l'accompagnaient dans son avion entre Rome et Beyrouth. Pour Benoît XVI, « le message fondamental de la religion doit être contre la violence, qui est une falsification, tout comme le fondamentalisme ».

Pour le souverain pontife, « l'importation d'armes doit cesser une fois pour toutes. Car sans importation d'armes, la guerre ne pourrait continuer » en Syrie. « Au lieu d'importer des armes, ce qui est un péché grave, il conviendrait d'importer des idées de paix, de créativité, d'amour du prochain. Il faut demander aux hommes politiques de s'engager réellement avec toute leur force avec créativité, pour la paix, contre la violence », a-t-il ajouté.

Au lendemain de ces propos, le président syrien Bachar al-Assad a appelé à un dialogue inter-syrien lors d'une rencontre avec l'émissaire international Lakhdar Brahimi. « Le véritable problème en Syrie c'est de combiner l'aspect politique et le travail sur le terrain. Le travail sur l'aspect politique se poursuit, notamment par un appel à un dialogue centré sur les aspirations du peuple syrien », a dit le président Assad.

Au deuxième jour de sa visite au Liban, le souverain pontife s'est rendu au palais présidentiel de Baabda, où, lors d'un discours, le troisième depuis son arrivée à Beyrouth, il a exhorté les peuples du Moyen-Orient à « dire non à la vengeance » et à bannir « la violence verbale et physique », en les appelant à accepter « la société plurielle ».

Le souverain pontife s'adressait à plus de 750 personnalités des mondes politique, religieux, de la culture libanais, dont les dirigeants des communautés musulmanes. « Il s'agit de dire non à la vengeance, de reconnaître ses torts, d'accepter les excuses sans les rechercher, et enfin de pardonner. Car seul le pardon donné et reçu pose les fondements durables de la réconciliation et de la paix », a souligné le pape. « Alors seulement peut croître la bonne entente entre les cultures et les religions, la considération sans condescendance », a poursuivi le chef de l'Église catholique. « Au Liban, la chrétienté et l'islam habitent le même espace depuis des siècles. Il n'est pas rare de voir dans la même famille les deux religions. Si dans une même famille cela est possible, pourquoi cela ne le serait-il pas au niveau de l'ensemble de la société ? », a-t-il demandé.

« La spécificité du Moyen-Orient se trouve dans le mélange séculaire de composantes diverses », a encore plaidé le pape, reprenant l'idée de la diversité au centre de l'Exhortation apostolique qu'il a signée vendredi. Dans ce contexte, « professer et vivre librement sa religion sans mettre en danger sa vie et sa liberté doit être possible à quiconque ».

« Les différences culturelles, sociales, religieuses doivent aboutir à vivre un nouveau type de fraternité (...) Une société plurielle n'existe qu'à cause du respect réciproque (...) et du dialogue continu. Ce dialogue n'est possible que dans la conscience qu'il existe des valeurs communes à toutes les grandes cultures ».

Selon le pape, la paix trouve ses sources aussi dans les lois de la société. Elle n'est pas favorisée quand « la valeur inaliénable de la vie » est « remise en cause de façon directe ou indirecte, ou même légale », a-t-il dit dans une critique aux pays occidentaux qui promulguent des lois contre les conceptions religieuses de la vie et de la famille.

Cette deuxième journée de la visite pontificale est particulièrement chargée pour le souverain pontife. Après le palais présidentiel, le pape est parti vers la montagne du Kesrouan à Bzommar, au patriarcat arménien catholique. Il y a déjeuné avec tous les patriarches et évêques du Liban. Souriant et ému à son arrivée à Beyrouth vendredi à la mi-journée, Benoit XVI a affirmé venir au Liban « comme un pèlerin de paix ». « Au-delà de votre pays, je viens aussi symboliquement dans tous les pays du Moyen-Orient (...) et comme un ami de tous les habitants de tous les pays de la région, quelle que soit leur appartenance ».

Dans un des moments forts de cette visite, le pape a signé en soirée l'Exhortation apostolique - ensemble de directives aux évêques d'Orient- à la basilique Saint-Paul de Harissa, au nord de Beyrouth. Ce document insiste notamment sur la présence ancestrale des chrétiens comme « partie intégrante » du Moyen-Orient, une « laïcité saine », le refus de la violence et d'un « Moyen-Orient monochrome ». Autant de principes qui sont à l'opposé du Moyen-Orient qui est en train de se mettre en place, caractérisé par une montée de l'extrémisme et l'exclusion de l'autre. Devant les évêques de toutes les confessions catholiques, le pape a exprimé sa solidarité avec les quelque 15 millions de chrétiens qui vivent dans les 17 pays du Proche et Moyen-Orient, berceau du christianisme. « Chers chrétiens du Moyen-Orient, je vous invite tous à ne pas avoir peur, à demeurer dans la vérité et à cultiver la pureté de la foi ».

Le souverain pontife a lancé un appel « pressant » aux responsables religieux juifs, chrétiens et musulmans de la région, afin qu'ils éradiquent la « menace » du fondamentalisme qui touche « mortellement les croyants de toutes les religions ».

Le pape Benoît XVI a demandé samedi à des dizaines de milliers de jeunes chrétiens libanais réunis à Bkerké de résister au « miel amer » de l'émigration et de présenter un exemple de coexistence avec les musulmans pour tout le Moyen-Orient.

« Même le chômage et la précarité ne doivent pas vous inciter à goûter le miel amer de l'émigration, avec le déracinement et la séparation pour un avenir incertain. Il s'agit pour vous d'être des acteurs de l'avenir de votre pays, et de remplir votre rôle dans la société et dans l'Église », a lancé le pape qui s'exprimait devant le patriarcat maronite de Bkerké.

## **Déclarations et prises de positions**

**Najib Mikati**, Premier ministre du Liban

*« L'impossible a été fait en faveur des relations diplomatiques entre le Liban et la Syrie, mais le moment est-il aujourd'hui opportun pour les réexaminer ? La partie syrienne est-elle capable d'en débattre à la lumière des circonstances actuelles ? Aussi haut que s'élèvent les voix pour remettre en cause les relations diplomatiques, ce sujet ne peut être traité qu'avec calme et sagesse, en prenant compte d'abord de l'intérêt du Liban. Même l'opposition, si elle se trouvait au pouvoir aujourd'hui, ne serait pas allée jusqu'au bout de ces revendications. Je défie quiconque prétend que le gouvernement s'est montré complaisant avec le régime syrien et tout autre régime. Même le Hezbollah est à pied d'égalité avec le reste des composantes du cabinet, que d'aucuns avaient qualifié de gouvernement du Hezbollah. Ce qui m'est parvenu de Walid bey avant et après sa*

*réunion avec Saad Hariri indique que le dossier ministériel n'a pas été évoqué et que la réunion s'est centrée sur la loi électorale et la situation en Syrie. Je viens aujourd'hui insister sur la continuité du cabinet, qui poursuit son travail avec sérieux et efficacité. »*

**Cheikh Naïm Kassem**, secrétaire général adjoint du Hezbollah

*« La professionnalisation des positions politiques devrait être interdite car elle incite aux conflits et n'est pas sans danger. Nous allons faire tout notre possible pour l'instauration de la stabilité. Sans la vision politique du gouvernement actuel, la guerre aurait déjà ravagé le Liban. Le 14-Mars est aveugle. Il ne voit ni le Liban, ni son avenir ni les constantes nationales du pays. Il ne fait que se soumettre aux ordres qui leur viennent de l'étranger. »*

**Michel Aoun**, leader du Courant patriotique libre

*« Si le Hezbollah est intelligent, il lancera une contre-attaque immédiate à toute agression contre la Syrie ou l'Iran, afin que la confrontation avec Israël soit tripartite. Car son tour viendra après. Les attaques lancées lors des réunions du Courant du futur contre l'armée, notamment son commandant en chef sont inacceptables. Qu'ils laissent l'armée en paix ! Ou alors lui préfèrent-ils l'Armée syrienne libre, ou Al-Qaïda ? »*

**S. B. Mgr Grégoire III Laham**, patriarche grec-catholique d'Orient

*« Au milieu de ce fleuve de sang qui, jour après jour, coule dans toutes les contrées de la Syrie, nous disons à nos enfants bien-aimés : patience ! Si vous avez été déplacés à l'intérieur de la Syrie ou dans un pays limitrophe, restez proches de vos maisons et de vos biens dans votre pays. Merci à ceux qui hébergent les déplacés. Mais si vous partez au-delà de la région, votre retour sera plus difficile et votre situation ne sera pas facile malgré les facilités offertes par les pays qui vous accueillent, facilités qui ne sauraient durer. C'est pourquoi je vous dis : "N'émigrez pas !" Nous continuerons à mettre tous nos efforts pour aider de toutes nos forces les nécessiteux et les déplacés. La réconciliation est l'unique planche de salut pour la Syrie. Pour le ministère de la Réconciliation, je suis prêt à offrir ma vie en sacrifice et entreprendre des tournées pour la réussite de notre appel à la réconciliation et au dialogue. »*

## Événements

- Le second ressortissant turc, Abd Basset Ossolane, enlevé le mois dernier à Choueifat (Beyrouth) a été libéré. Il a été remis au directeur de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim, en présence de l'ambassadeur de Turquie au Liban, Inan Ozyildiz. Ce développement est intervenu après que les forces de sécurité eurent arrêté, jeudi 13 septembre, Maher Moqdad, le porte-parole du clan portant le même nom. Cette famille avait revendiqué à la mi-août le rapt de plusieurs dizaines de Syriens et d'un Turc en représailles à l'enlèvement en Syrie d'un membre de leur famille par un groupe rebelle. Cette arrestation intervient quelques jours après le coup de filet de l'Armée libanaise contre les Moqdad, à Roueiss, dans la banlieue-sud de Beyrouth.

- L'ambassadeur US en Libye et trois autres membres de l'ambassade ont été tués dans une attaque du consulat états-unien, mardi soir, à Benghazi. La secrétaire d'État Hillary Clinton avait confirmé mardi soir qu'un agent du département d'État avait été tué dans l'attaque du consulat, par des hommes armés. Mardi, une foule en colère avait attaqué l'ambassade états-unienne au Caire pour protester contre un film qui porte atteinte à l'islam. Les manifestants avaient descendu et brûlé le drapeau des États-Unis. Selon des témoins, les gardes de l'ambassade ont tiré sur la foule.

- Le chef du département politique et sécuritaire au ministère israélien de la Défense, Amous Jilaad, a déclaré que le Hezbollah possède près de 70 000 roquettes. Tous ces projectiles peuvent être tirés sur Israël en cas de guerre.

## Revue de presse

**As Safir** (Quotidien libanais proche de la majorité, 14 septembre 2012)

Imad Marmal

Les regards, aussi bien des chrétiens que des musulmans, sont braqués sur la visite du pape Benoît XVI au Liban, car elle revêt une dimension exceptionnelle et une importance particulière, vu la position géographique critique du Liban dans la région. Des sources du Hezbollah rapportent que l'accueil chaleureux réservé au pape est dû à la convergence entre les orientations stratégiques du parti et du Vatican, qui se résument comme suit : mettre l'accent sur le pluralisme et la diversité face à l'idée de l'État juif basé sur l'unilatéralisme ; consacrer la présence des chrétiens en Palestine. Défendre l'identité islamique et chrétienne de Jérusalem afin de contrecarrer le plan visant à la judaïser ; s'attacher au vivre-ensemble afin de barrer la route aux projets visant à semer la discorde et mener à la partition ; mettre en garde contre les stratégies américaines qui mettent en danger la présence chrétienne dans le monde arabe.

Dans ce cadre, les mêmes sources rapportent que le Vatican a eu accès à des documents qui dévoilent l'existence de nouveaux plans visant à changer la configuration géographique et politique du Moyen-Orient, et dont les chrétiens seront les premières victimes.

**As Safir** (13 septembre 2012)

Malgré les pressions exercées par les États-Unis et Israël, l'Union européenne continue de refuser d'inscrire le Hezbollah sur la liste des groupes terroristes. Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a pourtant explicitement appelé à qualifier le Hezbollah d'organisation terroriste. Toutefois, l'UE insiste sur l'importance de ne pas attiser la colère du Hezbollah, compte tenu du rôle modéré joué par ce dernier pour préserver la stabilité du pays et vu l'absence de preuve de son implication armée dans la crise syrienne. Le *New York Times* concède que le Hezbollah a participé de façon tangible au maintien de la stabilité dans le pays. Il estime qu'en refusant de le qualifier de terroriste, l'UE lui a garanti un rôle politique dans la phase post-Assad. Par conséquent, poursuit le quotidien, les sanctions européennes seraient susceptibles de modifier les calculs stratégiques du Hezbollah, et le porteraient à renoncer à son rôle centriste, ce qui sera dans l'intérêt du régime syrien.

**As Safir** (13 septembre 2012)

Malak Akil

Que le secrétaire général du Hezbollah intervienne, le 17 août, soit deux jours après le début des enlèvements, pour assurer que son parti et le Mouvement Amal n'était pas liés à ces agissements, n'était pas un détail.

Jusqu'à présent, les avis divergent sur l'influence qu'exerce réellement la Résistance sur les caïds de quartiers, les branches armées des clans et les groupes responsables de la fermeture de la route de l'aéroport. Ni sur les gros-bras de la banlieue sud, qui imposent le racket. Mais ce que l'on apprend

des fuites des délibérations au sein des cercles du Hezbollah, c'est que le parti a besoin de se débarrasser du fardeau des hors-la-loi, qui contribuent à répandre la corruption, le vice et les interdits.

Pour cela, le commandement du parti a imaginé plusieurs scénarios : recourir aux municipalités et aux forces de l'ordre pour sceller certains repères du banditisme ; faciliter des arrestations en série. Mais les responsables du parti étaient surpris de découvrir que quelques heures plus tard, les malfaiteurs étaient libérés sous caution.

Ce qui s'est passé ces derniers jours prouve que les appels répétés du Hezbollah aux autorités légales pour qu'elles entrent dans la banlieue sud et accomplissent leur devoir n'étaient pas une simple « invitation à diner dans le désert ». Il semble que le plafond politique qui a permis à l'Armée libanaise de se déployer à Tripoli et de mener ses missions aux frontières Nord et Est, a constitué le ticket d'entrée au cœur de la banlieue sud. Le timing a été fixé par le commandement de l'armée, il ne lui a pas été imposé et n'est pas lié à la libération des trois officiers arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'affaire de Koueikhat.

Contrairement à l'image que certains ont voulu donner, les perquisitions effectuées par l'armée ne sont pas les premières du genre, et la troupe n'est pas entrée, pour la première fois, dans une « zone interdite ». Elle s'est trouvée dans un environnement qu'elle connaît bien, qui lui est favorable et qui a fait preuve de coopération.

Pour ceux qui ne le savent pas, l'Armée libanaise dispose de positions à Roueiss, à l'entrée de Hay el-Selloum, Chiyah et Bourj Barajneh, au milieu d'une grande densité de population. La dernière scène qui reste dans les mémoires est celle de l'arrestation de Mohammad Jouni et de son complice Mohammad Ayoub, responsable du braquage de plusieurs banques. Les commandements d'Amal et du Hezbollah n'ont jamais opposé un veto à l'entrée de l'armée dans la banlieue sud, ni maintenant ni dans le passé.

**Al Akhbar** (Quotidien libanais proche de la majorité, 14 septembre 2012)

L'administration états-unienne a mis en œuvre, depuis 2006, des projets visant à détruire l'image du Hezbollah parmi les jeunes libanais et à lui trouver des alternatives. Le diplomate US Jeffrey Feltman a ouvertement affirmé au Congrès que le gouvernement états-unien a débloqué 500 millions de dollars en vue de la réalisation de ces objectifs via l'agence USAID et l'initiative MEPI. L'un de ces projets a pour objectif de frapper le Hezbollah de l'intérieur de l'environnement chiite, à travers des personnalités chiites politiques ou religieuses libanaises, baptisées par les États-Unis de « chiites modérés ». Ces derniers reçoivent des instructions de Washington et de l'ambassade US à Beyrouth. Ils se dispersent ensuite au Sud, à Beyrouth et dans la Békaa, afin de les exécuter. Parmi ces personnalités, figure Sayyed Ali al-Amine qui prétend représenter la « majorité silencieuse » des chiites modérés. Toutefois, ceux-là ne se montrent pas du tout silencieux durant les réunions de l'ambassade états-uniennes. Al-Amine aurait également critiqué les Français « qui soutiennent le Hezbollah ». Il aurait, dans ce cadre, exprimé un serrement de cœur voire une peine refoulée qu'il éprouve et qui remontent à la période de la tenue de la conférence de Saint-Cloud en 2007, où « la France, aurait-il dit, ne devait pas inviter le Hezbollah à y participer, et qu'elle devait plutôt inviter les chiites modérés ».

**Al Akhbar** (11 septembre 2012)

Ibrahim Al-Amine

Le gouvernement reste en place sine die, voire jusqu'aux prochaines élections législatives si ces dernières auront lieu à la date prévue ! Des voix s'élèvent aux États-Unis, en Europe et dans certains pays de la région appelant leurs vassaux au Liban à ne pas ouvrir la voie à des problèmes qui seraient nuisibles à leurs desseins en Syrie. Sur le plan interne, toutes les formations politiques ont constaté qu'il est difficile de changer les faits. De plus, le président Michel Sleiman et le Premier ministre Najib Mikati pèsent au sein du gouvernement. La décision de maintenir le gouvernement en place est principalement due à l'incapacité des forces politiques au Liban à bouleverser la donne, au recul du ton de la menace d'une guerre israélo-américaine contre l'Iran, et au surplace dans la crise syrienne.

**Ad Diyar** (Quotidien libanais proche de la majorité -14 septembre 2012)

Ibrahim Nasserddine

Des sources politiques bien informées assurent que les tentatives du Saad Hariri de redorer son blason à partir de la France et de se préparer à un rôle politique dans la période à venir sur l'échiquier libanais en brandissant l'étendard du Printemps arabe et les slogans de la liberté et de la justice, ont été contrecarrées par la vague de violence qui a déferlé sur le monde arabo-musulman, plus précisément par les attaques qui ont pris pour cible les intérêts états-uniens à Sanaa, au Caire et à Benghazi. En effet, la secrétaire d'État, Hillary Clinton, a fait voler en éclats les appels à une intervention militaire en Syrie et à l'armement de l'opposition syrienne, en qualifiant d'ingrats ceux qui ont tué l'ambassadeur et les diplomates US en Libye. Selon les mêmes sources, Hariri a été clairement informé de la part des Français que les événements qui se déroulent en Égypte et en Libye auront des répercussions négatives sur la stratégie relative à la Syrie. Ils ont considéré que la « catastrophe » de Benghazi accentuera l'intransigeance des États-Unis vis-à-vis du dossier syrien et augmentera leur inquiétude de la « phobie » à l'égard des organisations islamistes. Les responsables français ont fait état d'un examen sérieux, entamé durant les dernières heures, de la tournure que les événements peuvent prendre dans les pays du « Printemps arabe ». Pour les Français, leur mission deviendra plus difficile si Washington campe davantage sur ses positions vis-à-vis de la Syrie, d'autant plus que le « modèle » libyen que le Paris a façonné a échoué au 1er test. D'où les craintes de la France que l'appel du ministère russe des Affaires étrangères à Washington de renforcer la coopération conjointe contre le terrorisme ne se fasse entendre à la Maison-Blanche. La visite parisienne de Hariri revêtra une dimension plus dangereuse et aura des répercussions sur la scène libanaise. Elles se feront sentir au lendemain de la visite du pape Benoît XVI au Liban. En dépit de la trêve tacite entre les différentes formations libanaises durant la semaine de la visite pontificale, le chef du Courant du futur a accusé le Hezbollah d'être impliqué dans la répression de la révolution syrienne. Son objectif était d'entraîner le parti chiite dans une polémique inutile à la veille de l'arrivée du souverain pontife au Liban, afin de lui faire porter la responsabilité de vouloir parasiter la visite papale. D'autre part, le timing choisi par Hariri pour diaboliser le Hezbollah vise à éclipser le succès de l'armée à restaurer son autorité à partir de la banlieue sud. Il ne pourra plus parler de quartiers de sécurité fermés face à l'État. Ces sources poursuivent que Hariri est allé plus loin dans ses visés. Il a tenté durant ses réunions à Paris de convaincre les Français de classer le Hezbollah dans la liste des organisations terroristes. Un appel que la France n'a pas retenu. Il a voulu à Paris briser la résistance de la France, exprimée par Laurent Fabius, aux appels de certains pays européens et des États-Unis de classer le Hezbollah dans la liste des organisations terroristes. Paris n'a pas réagi non plus aux accusations de Hariri contre le Hezbollah. La France a d'autres calculs qui dépassent la Syrie et ne sont pas liés uniquement à son souhait de préserver la stabilité au Liban.

Premièrement, la France n'a aucune preuve établissant que le Hezbollah a commis un acte terroriste en Europe. Par conséquent, elle ne veut pas prendre une mesure qui pourrait exposer ses forces qui

opèrent dans le cadre de la Finul au danger. De plus, le commandement français est conscient que la coopération avec le Hezbollah a débouché à l'organisation réussie des relations entre les deux parties. Elle réalise donc que toute décision négative vis-à-vis du parti aboutira à la rupture des contacts périodiques et fructueux entre le Hezbollah et l'ambassade de France à Beyrouth. Des sources de la majorité considèrent, par conséquent, que le leader du Futur rentrera bredouille de son séjour parisien.

**Al Hayat** (Quotidien saoudien-14 septembre 2012)

Paris, Randa Takieddine

Le président français François Hollande a exprimé à « l'ami de la France », Saad Hariri, toute la confiance qu'il avait en lui et lui a assuré que la France s'engageait à défendre l'indépendance du Liban et sa souveraineté. Hollande et Hariri ont abordé deux dossiers principaux : le Liban et la Syrie. Pour ce qui est du Liban, l'ancien Premier ministre a fait part à son hôte de ses inquiétudes au sujet du projet de loi électorale adopté par le gouvernement Mikati, qui, au cas où il est voté par le Parlement, aboutirait à la domination du pays par le Hezbollah. Si cela arrive après la chute du régime en Syrie, cela signifiera la fin de la démocratie au Liban et sa restauration en Syrie. À cet égard, François Hollande a souligné la nécessité de préserver la démocratie au Liban. Dans ce contexte, le député Walid Joumblatt avait affirmé, dans des discussions qu'il a eues avec des responsables français, que le projet de loi électoral ne passera pas. Des sources libanaises ont assuré que Hollande était bien informé de la situation au Liban, surtout après sa visite en 2005 en tant que député et chef du Parti socialiste.

En ce qui concerne la Syrie, les sources françaises ont précisé que la France traitait avec des pays alliés, comme les États-Unis, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie en vue de venir en aide aux révolutionnaires syriens et d'aboutir à la formation rapide d'un gouvernement qui constituerait une entité légitime avec laquelle il serait possible de dialoguer. Les sources françaises ont ajouté que ces sujets ont été abordés par le président Hollande avec Hariri parce que la France est convaincue que l'ancien Premier ministre a un rôle important à jouer dans le dossier syrien.

**L'Orient-Le Jour** (Quotidien francophone proche du 14-Mars)

(14 septembre 2012)

Le discours du ministre français de la Défense, en visite au Liban, a été marqué par deux non : non à une extension du mandat de la Finul à la frontière avec la Syrie, et non à une livraison d'armes, par son pays, à l'opposition syrienne.

Le Liban est la deuxième étape d'une tournée régionale que M. Le Drian a entamée en Jordanie où il avait évoqué avec les dirigeants jordaniens la coordination de l'aide aux réfugiés syriens regroupés sur leur territoire.

« La France ne fournira pas, ni aujourd'hui ni demain, d'armes à l'opposition syrienne », a affirmé Jean-Yves Le Drian lors d'une conférence de presse qu'il a tenue en soirée à la Résidence des Pins, en présence de l'ambassadeur de France, Patrice Paoli. Le ministre français de la Défense a aussi rejeté l'idée de zones d'exclusion aérienne sur une partie du territoire syrien. « Mettre en place un tel dispositif signifie la mobilisation de tellement de moyens que cela reviendrait à dire que nous sommes dans une situation de guerre », a-t-il commenté.

Quant à la sécurisation des zones « libérées » en Syrie, Jean-Yves Le Drian a estimé que les « conditions politiques n'étaient pas réunies » pour cela. Il y a 15 jours, la Turquie avait demandé au Conseil de sécurité de l'Onu l'instauration de zones protégées, afin de retenir les Syriens candidats à l'exil. « L'instauration de ces zones tampons nécessite de résoudre quatre questions. Pour l'instant, nous ne savons même pas répondre à la première. D'abord, il faudrait qu'existe un périmètre homogène suffisamment vaste. Deuxièmement, une autorité locale, potentiellement embryon d'une autorité nationale, devrait être reconnue sur ce périmètre. Ensuite, cette autorité devrait demander la sécurisation de cette zone. À qui ? Peut-être à ses voisins. Qui, eux-mêmes, demanderaient le soutien à d'autres (pays). Mais encore faudrait-il s'assurer de la bonne volonté (de ces voisins) et de la bonne sécurisation de cette zone protégée », a-t-il expliqué. Il n'a pas voulu commenter l'aide de la France à l'exfiltration du général syrien dissident Manaf Tlass, mais la réponse à la question qui lui a été posée à ce sujet était éloquent : « S'il le dit, c'est que ça doit être vrai », a-t-il lancé.

Le ministre français a ensuite exprimé le souhait que le conflit syrien « ne sera pas importé au Liban » et que le pays « gardera sa souveraineté pleine et entière ». Jean-Yves Le Drian s'est félicité de ce que l'ensemble de ses interlocuteurs politiques libanais sont favorables à une « distanciation » du Liban par rapport à ce qui passe en Syrie.

En réponse à une autre question, le ministre français de la Défense a exclu la concrétisation d'une proposition du 14 Mars qui souhaite l'extension de la mission de la Finul à la frontière avec la Syrie. « Le seul mandat de la Finul est celui qui lui est confié en vertu de la résolution 1701 du Conseil de sécurité », a-t-il affirmé avant d'ajouter : « Pour une extension de cette mission, une demande en ce sens du gouvernement libanais est nécessaire. Celle-ci devrait être ensuite évaluée par le Conseil de sécurité. »

M. Le Drian a indiqué que « l'effectif militaire des Casques bleus français sera maintenu sur la durée ». Sans entrer dans les détails, il s'est prononcé en faveur d'un « renforcement de la collaboration de la France avec les forces armées libanaises ».

« L'État libanais ne tiendra que si ses forces régulières sont fortes et organisées », a-t-il dit. « Tous les partis politiques sont d'accord pour dire que l'armée est le creuset de l'unité politique au Liban », a ajouté Jean-Yves Le Drian. Voilà pourquoi, selon lui, sa modernisation est « l'élément-clé de la souveraineté libanaise ». Un calendrier-programme de renforcement des forces régulières devrait ainsi être défini après sa rencontre avec les soldats français présents au Sud-Liban aujourd'hui.

**L'Orient-Le Jour** (12 septembre 2012)

Scarlett Haddad

Lorsque le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, a prononcé un discours d'une rare fermeté, il y a une dizaine de jours, dans lequel il a affirmé que l'armée n'acceptera plus d'être soumise à un chantage de la part de n'importe quelle partie politique, il donnait en quelque sorte le signal d'un changement fondamental dans l'attitude de la troupe. Attaquée, critiquée et souvent contrainte, faute de couverture politique, de conclure des compromis avec des parties sur le terrain, l'armée a donc décidé de réagir. Et ceux qui ont cru que le général Kahwagi se livrait à une sorte de défoulement avant de revenir dans le rang et de s'incliner devant « la réalité libanaise » se sont trompés.

Le commandant en chef de l'armée a d'ailleurs choisi de prendre lui-même la parole à l'occasion d'une cérémonie d'hommage aux anciens officiers pour bien marquer l'importance du message qu'il comptait délivrer et qui consiste en une reprise en main de la situation sécuritaire par l'armée. Celle-ci a en effet réussi à déjouer le plan qui visait à la chasser du Nord après l'assassinat des deux cheikhs à Koueikhate. Elle a ensuite surmonté le plan qui visait à paralyser son action dans le Nord, et notamment le long des frontières avec la Syrie, puisqu'elle continue régulièrement à arrêter des membres de l'opposition syrienne qui circulent en armes et à confisquer des armes qui passent du Liban vers la Syrie. Elle a aussi mis en échec le plan visant à créer une zone tampon sous le contrôle de l'opposition syrienne à l'intérieur du Liban.

En même temps, l'armée a lancé une grande offensive dans la banlieue sud contre le clan des Moqdad pour la libération des Syriens et du citoyen turc enlevés par la famille en guise de chantage pour obtenir la libération d'un de leurs fils, Hassan Moqdad, enlevé en Syrie. Cette opération qui se poursuit depuis quelques jours a montré qu'il ne s'agit nullement d'une manœuvre destinée à la consommation médiatique. Les soldats de l'armée ont effectué des perquisitions dans un large périmètre dans la banlieue sud, et notamment dans certains quartiers que l'on disait « interdits aux forces officielles ». Or les soldats ont mené leur action sans ménager les membres du clan Moqdad et sans se heurter à la moindre protestation de la part du Hezbollah qui, au contraire, voit plutôt d'un bon œil cette mise au pas des familles qui se disputent le contrôle de la banlieue sud en se cantonnant dans des quartiers déterminés.

Cette vaste opération dans la banlieue sud est donc loin d'être de pure forme, contrairement à ce que disent certaines parties politiques et médiatiques. Mais en réalité, elle arrange aussi bien l'armée libanaise, soucieuse de montrer qu'elle peut exercer son autorité là où il y a quelque temps encore il était impensable de pénétrer sans montrer auparavant « patte blanche », que le Hezbollah. Ce dernier prouve ainsi qu'il n'est pas hostile à l'État comme l'accuse le 14 Mars et qu'au contraire, il l'appelle de tous ses vœux, Hassan Nasrallah ayant lui-même déclaré à plusieurs reprises que le Hezbollah ne veut pas se substituer aux institutions de l'État. De plus, il n'est pas mécontent de voir l'armée remettre de l'ordre et rabattre, si l'on peut dire, le caquet des clans qui contrôlent la banlieue sud. C'est pourquoi tout le monde – même ceux qui étaient au départ réticents et les habitants de la banlieue, peu habitués à voir l'armée agir aussi fermement dans leurs quartiers – s'est rendu à l'évidence. Il s'agit bien d'un quadrillage systématique qui a même donné ses fruits, puisque plusieurs personnes enlevées par les Moqdad ont été retrouvées et sont sur le point d'être rendues à leurs familles.

Mais en plus de parvenir à libérer les personnes enlevées et d'imposer son autorité sur une région qui était jusque-là difficile d'accès, l'armée libanaise compte à travers cette action recueillir d'autres dividendes. Mener des perquisitions et des campagnes pour arrêter des personnes recherchées par la justice dans la banlieue sud devrait augmenter son aura et son prestige tout en lui ouvrant en grand les portes d'autres régions, comme le Nord, en raison du climat confessionnel qui règne dans le pays. Elle ne peut plus en effet être désormais accusée d'agir contre une seule communauté ou dans une seule région puisqu'elle a étendu son autorité sur tout le pays. C'est pourquoi, en dépit de l'annonce par le 14-Mars de mesures d'escalade contre la remise en liberté des trois officiers impliqués dans la mort au barrage de l'armée à Koueikhate de cheikh Abdel Wahed et de son compagnon, les milieux proches de l'armée sont convaincus qu'il n'y aura plus de fermeture de routes, ni au Nord ni dans la banlieue sud. Ces mêmes milieux estiment que la déclaration musclée du 14-Mars après la remise en liberté des trois officiers est surtout destinée à sauver la face aux députés du Nord Khaled Daher et Mouïñ Merhebi, bien plus qu'à une action réelle, et la volonté déclarée de reporter l'application de ces menaces jusqu'après la visite du pape Benoît XVI à Beyrouth est une façon de justifier l'absence d'une véritable protestation sur le terrain. Des sources sécuritaires font aussi valoir le fait que la famille de cheikh Abdel Wahed a elle

aussi mis un bémol à sa colère, le plus radical de ses cinq frères ayant pris le chemin de l'Australie. L'armée a donc décidé de reprendre les choses en main et de ne plus se laisser faire. Elle bénéficierait à ce sujet de l'appui des responsables qui ont compris que le Liban était en train de glisser vers l'instabilité et le chaos, alors que dans la conjoncture régionale actuelle, sa déstabilisation ne pourrait qu'augmenter la confusion dans la région. C'est d'ailleurs une des raisons qui ont poussé le Premier ministre et son gouvernement à adopter un plan sur cinq ans pour équiper l'armée, alors que, selon les sources de Mikati, « le 14 Mars, qui ne cesse de réclamer le déploiement des forces légales et l'autorité de l'État au détriment du mini-État du Hezbollah, n'a jamais rien fait pour renforcer l'armée ».

### **L'Orient-Le Jour** (12 septembre 2012)

Le général Jamil Sayyed a décidé de répondre « aux fuites » le concernant dans le dossier Michel Samaha par une conférence de presse. Il a ainsi affirmé que l'ancien ministre a assuré au juge qu'il n'avait lui-même rien à voir dans l'affaire des explosifs. Citant son fils, l'avocat Malek Sayyed, qui a, selon lui, posé directement la question à Michel Samaha en présence du juge, Sayyed a précisé que l'ancien ministre a déclaré : « Jamil Sayyed n'a à aucun moment et à aucun lieu été informé des détails de l'affaire, dont le transport des explosifs. » Il a ajouté : « Le fait de prétendre que j'étais avec Samaha dans sa voiture au moment où il transportait les explosifs est une façon d'insinuer que j'ai joué un rôle dans cette affaire. Ce qui n'est pas le cas, d'après ce que dit Samaha lui-même. » L'ancien chef de la Sûreté a déclaré que le même procédé utilisé dans l'affaire de l'assassinat de Rafic Hariri est repris aujourd'hui et les mêmes personnes sont soucieuses de convaincre l'opinion publique pour faire pression sur le juge.

Sayyed a rapporté une conversation entre le chef de l'État et l'ancien Premier ministre Saad Hariri. Sleiman aurait dit à Saad Hariri : « Vous ne pourrez pas échapper au dossier des faux témoins » et le second aurait répondu : « Je suis en train de conclure un compromis, donnez-moi du temps. » Il a reproché au président Sleiman d'avoir félicité la branche des renseignements et le chef des FSI, ajoutant que lorsqu'on ne peut pas punir des fonctionnaires qui commettent des infractions, on ne peut pas les féliciter quand ils font une action positive. Il a aussi affirmé que le président Sleiman lui aurait dit qu'il ne peut pas muter Rifi, Hassan et Mirza. Il a aussi ajouté avoir entendu le Premier ministre dire au ministre de l'Intérieur au moment de la formation du gouvernement qu'il faut écarter Rifi et Hassan car ce sont « des voyous ». Selon lui, le chef de l'État, qui est le seul à prêter serment sur la Constitution, devrait chercher à obtenir le retour au Liban du témoin à charge Milad Kfoury (dans l'affaire Samaha). Sayyed a répété que sans Kfoury, l'enquête n'a pas de valeur et en attendant son retour au Liban, il faudrait mettre Samaha en résidence surveillée. Il a insisté sur la nécessité de ramener Kfoury au Liban, car c'est dans la confrontation entre lui et Samaha que la vérité apparaîtra. Il s'est aussi demandé pourquoi Kfoury a été envoyé à l'étranger alors qu'il n'y a aucun risque pour lui au Liban. Enfin, en réponse à une question, il a affirmé que si les élections ont lieu à la date prévue, il sera candidat indépendant sur la liste d'Amal et du Hezbollah dans la Békaa-Nord.

### **Al Ahram** (Quotidien gouvernemental égyptien, 12 septembre 2012)

L'ancien chef des services de renseignement libyens et gendre de Moammar Kadhafi, Abdallah Senoussi, a reconnu, lors de son entretien avec le ministre libanais des Affaires étrangères Adnane Mansour, venu le rencontrer dans sa prison à Noukchott, que le colonel Kadhafi avait ordonné l'assassinat de l'imam Moussa Sadr et de ses deux compagnons.

Abdallah Senoussi, qui a été remis aux autorités libyennes après cet entretien, a raconté que Kadhafi et l'imam Sadr en étaient venus aux mains après une dispute provoquée par le refus du dignitaire

religieux libanais d'accepter les armes et l'argent de la Libye pour rallumer la guerre civile au Liban en 1978.

La dispute a dégénéré avant que les gardes du corps de Kadhafi n'interviennent pour reprendre le contrôle de la situation. Le colonel Kadhafi a alors ordonné l'exécution de ses hôtes, qui ont été tués sur le champ, sous ses yeux.

Les dépouilles des trois malheureux ont été enterrées dans une région désertique non loin de la capitale libyenne, Tripoli, selon Abdallah Senoussi.

**Ria Novosti** (Agence de presse russe-14 septembre 2012)

Le président syrien Bachar el-Assad pourra se maintenir au pouvoir encore longtemps en dépit des pressions extérieures et intérieures, estiment des experts de l'Institut d'études stratégiques dans leur rapport annuel publié jeudi à Londres.

« La réalité est telle que beaucoup sous-estiment la capacité de survie du régime Assad », a déclaré l'expert en sécurité régionale au Proche-Orient, Emile Hokayem, lors de la présentation du rapport, dont une annexe spéciale est consacrée à la Syrie qui s'enlise dans une guerre civile. Et de rappeler que ni la défection du Premier ministre syrien, ni la mort dans un attentat de plusieurs militaires haut gradés, faisant partie du plus proche entourage du président Assad, n'avait brisé ce dernier. « Il pourra sans doute tenir plus longtemps qu'on ne le croit », a conclu M. Hokayem. L'expert reconnaît toutefois que dans le contexte d'affrontements armés entre les partisans d'Assad et les rebelles dans les grandes villes du pays, il n'y a « pas de perspective de règlement rapide du conflit ». « Il ne pourra sans doute pas inverser la tendance, et la balance penchera progressivement en sa défaveur, mais ce sera un très long combat », a-t-il supposé.

Pierre Khalaf

Source

New Orient News (Liban)